

des paysans qui ont osé

Histoire des mutations
de l'agriculture
dans une France
en modernisation.
La révolution silencieuse
des années cinquante.

Séminaires de Saint-Sabin
« *Comment la société change* »

DOSSIER
POUR
UN
DÉBAT

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

des paysans qui ont osé

Histoire des mutations
de l'agriculture
dans une France
en modernisation.
La révolution silencieuse
des années cinquante.

Séminaires de Saint-Sabin
« *Comment la société change* »

La Fondation pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982, et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et progrès de l'humanité, dans sept domaines : avenir de la planète, rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre État et société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origine très diverse (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échanges d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou co-publie des ouvrages et des dossiers.

DES PAYSANS QUI ONT OSÉ

Séminaires de Saint-Sabin

« Comment la société change »

Dossier des séminaires n° 1 – octobre 1993

Exposé présenté par Bertrand Hervieu, CNRS/CEVIPOF

Séminaires coordonnés par Jean Freyss, FPH

Compte-rendu réalisé par Pierre-Yves Guihéneuf, GEYSER

NOTE AU LECTEUR : Ce document constitue une synthèse de l'exposé et de la discussion du séminaire du 14 octobre 1993. Il ne reprend pas nécessairement le déroulement chronologique ni l'intégralité des interventions. Nous avons préféré présenter une suite logique des propos tenus et nous centrer sur le thème du séminaire. Les titres et intertitres sont rédigés sous notre responsabilité.

© FPH 1993

Série Dossiers pour un débat, n° 25

(voir liste des dossiers déjà parus à la fin de l'ouvrage)

Responsable de la collection : Michel Sauquet

Responsable de la diffusion : Vladimir Ugarte

Maquette de couverture : Vincent Collin

Présentation du dossier

DES PAYSANS DANS LE CHANGEMENT SOCIAL

*Jean FREYSS
Pierre-Yves GUIHENEUF*

Comment l'agriculture française a-t-elle été profondément changée en moins d'une génération, à partir des années 1950-1960 ? Telle était la question posée à Bertrand Hervieu, chargé d'introduire cette séance.

Au centre de la réponse, il y a trois lettres : J.A.C.

La génération d'après guerre de la Jeunesse agricole catholique a, en effet, porté cette mutation profonde. Elle refuse l'immobilisme du monde paysan ; elle veut être l'auteur du changement technique, économique et, par dessus tout, culturel qui permettra de donner aux paysans à la fois leur dignité d'hommes et de citoyens. Elle porte un véritable projet de changement social.

L'émergence de cette force transformatrice ne peut être comprise qu'au travers du nouveau système de valeurs qui se forge alors, donnant sens et cohérence au mouvement social et sa substance au projet qu'il porte. Rencontre d'un esprit missionnaire,

d'une contestation de l'ordre immuable des champs et d'une vision nouvelle de la famille, ce système de valeurs se construit et se diffuse par l'appareil d'Eglise et... grâce à la bicyclette.

Ce mouvement n'est pas replié sur lui-même. Il intègre de nombreux apports provenant de l'extérieur du monde agricole. Aller voir ce qui se passe chez le voisin, nouer des liens avec d'autres forces sociales : l'ouverture est le moyen d'opérer une révolution culturelle. Peu à peu, se définit le projet d'une agriculture familiale modernisée.

Ce projet acquiert un impact macro-social et macro-économique grâce à l'alliance qui se noue à la fin des années cinquante entre ces jeunes agriculteurs et le gouvernement, acquis à l'idée qu'il faut moderniser l'agriculture pour mieux moderniser la France. Cette alliance n'avait rien d'inéluctable. Elle doit beaucoup à la détermination de quelques hommes, parfois au caractère fortuit de leur rencontre.

La légitimation et les moyens qu'apportent la puissance publique permettent la mise en place d'institutions et de réglementations, qui transforment ensuite le projet en modèle.

La discussion qui a réuni les participants autour de ce sujet a ouvert de nombreuses questions. Plusieurs d'entre elles n'ont pas pu être développées et mériteraient des approfondissements. Par exemple :

- la dimension technique de la modernisation, notamment le rôle des innovations (semences, engrais, machines) et leurs conséquences économiques (rôle du crédit, rapports avec les industries d'approvisionnement, etc.), le rôle des chercheurs et des vulgarisateurs, la place des différentes représentations du progrès dans cette marche vers la modernité, la convergence d'intérêts économiques.

- les mécanismes concrets ayant permis la rencontre du mouvement réformateur paysan et de la stratégie modernisatrice de l'Etat ; les

médiations par lesquelles s'opèrent les alliances ; le rôle des individus et des groupes.

- les conséquences contradictoires de « l'institutionnalisation » du mouvement social, qui lui offre une légitimité mais fige en même temps ses apports dans un modèle rigide qui s'avérera difficile à réformer.

- les effets réels et parfois non voulus du changement : l'engrenage de la technique qui exige toujours plus d'apports extérieurs ; l'engrenage économique qui pousse à produire toujours plus, à meilleur prix, en éliminant les plus faibles.

- la JAC a, certes, été le creuset principal de cette transformation ; il serait toutefois nécessaire de préciser le rôle et la place d'autres forces sociales, telles que les communistes.

Sur le plan méthodologique, le séminaire a montré que l'analyse doit être menée à plusieurs échelle de temps différentes. Le très court terme permet de mieux saisir le détail des processus dans lesquels sont engagés les gens. Le long – ou même le très long – terme permet de repérer les « héritages » historiques, situer les discontinuités, interpréter les effets durables.

Le texte qui clôture ce document, intitulé « *les Séminaires de Saint-Sabin, comment la société change* », précise la problématique commune à toutes les séances ; comprendre l'alchimie des interactions sociales en suivant à la trace le cheminement d'une innovation dans la société. D'un séminaire à l'autre, nous poursuivrons notre réflexion au travers de cas différents, soumis au même questionnement.

Les commentaires et suggestions que suscitera pour vous la lecture de ce dossier pourront nous aider dans cette démarche et seront donc les bienvenus.

HISTOIRE DES MUTATIONS DE L'AGRICULTURE DANS UNE FRANCE EN MODERNISATION

Bertrand HERVIEU

L'agriculture française a connu un siècle trois périodes de bouleversements majeurs. Je vais essayer de les caractériser, en m'arrêtant plus longuement sur le second d'entre eux, c'est-à-dire sur la modernisation qui est survenue dans la période de l'après-guerre et que Michel Debatisse a appelé « la révolution silencieuse ». J'essaierai ensuite de dégager quelques mécanismes qui me paraissent fondamentaux dans notre réflexion autour des processus de changement de la société.

La première des grandes transformations a eu lieu à la fin du 19^e siècle. Il faut noter qu'il s'agit déjà d'un bouleversement complexe qui a des composantes internationales, des composantes exogènes d'ordre climatique ou sanitaire, des composantes politiques et des composantes culturelles.

L'invention de la paysannerie française

A la fin du 19^e siècle, apparaissent en effet plusieurs phénomènes. Tout d'abord la montée du mouvement ouvrier et la commune de Paris, qui ont des effets considérables sur l'évolution des mentalités dans la société française. Ces événements ont également des répercussions politiques : la troisième république est menacée par la montée des monarchistes.

Dans ce contexte d'instabilité surgit un grand bouleversement économique : après les traités de libre-échange établis entre la France et la Grande-Bretagne sous Napoléon III, les produits du Nouveau-Monde commencent à arriver sur le marché français. Par exemple, l'arrivée massive de moutons met en difficulté les producteurs ainsi que les industriels de la laine et ceux du textile. Les effets des traités de libre-échange qui se font ainsi sentir vers 1880 provoquent des réactions dans la classe politique et parmi les industriels et manufacturiers.

A ces effets économiques s'ajoutent des problèmes climatiques et sanitaires. C'est notamment la crise du phylloxéra qui cause la destruction d'une importante partie du vignoble dans le Midi. C'est aussi la succession de très mauvaises années sur le plan climatique, qui provoquent des disettes dans certains endroits.

C'est dans ce contexte d'internationalisation des échanges, de fragilité politique et de recomposition sociale de la société que prend place un grand projet politique pour l'agriculture. Il sera incarné par Gambetta qui crée en 1881 le ministère de l'Agriculture. Gambetta le conçoit sur le modèle du ministère des Colonies, c'est-à-dire qu'il le crée dans l'intention d'en faire une sorte de ministère de l'Intérieur des paysans. Il emploie d'ailleurs lui-même cette expression révélatrice. Son objectif n'est pas seulement de gérer la production agricole, ce que faisait jusqu'alors le ministère de l'Industrie et du Commerce, mais de gérer aussi un territoire, une population et des marchés. A travers cela, c'est la gestion du bulletin de vote des paysans qui est recherchée pour consolider la république chancelante. Le projet politique de Gambetta, c'est de faire accéder les laboureurs aux acquis de la révolution française et du code civil.

A l'époque, les laboureurs représentaient presque une élite paysanne. Qu'ils travaillent en métayage, en fermage ou à façon, ils faisaient

déjà partie de la couche supérieure de la paysannerie. Ils avaient tous les attributs nécessaires pour devenir une petite bourgeoisie rurale, au sens historique du terme.

Rallier les paysans à la cause républicaine

Et c'est là le projet de Gambetta : faire accéder cette couche sociale à la propriété privée de façon de s'en faire une alliée dans la défense de la république. Les paysans vont devenir des petits propriétaires en même temps qu'ils deviendront de bons républicains. C'est grâce à ce ralliement que la société française écarte définitivement le monarchisme. Ce phénomène va contribuer à marquer plus encore la recomposition sociale de la société française. Le processus en marche à travers la révolution industrielle va se trouver renforcé par la politique agricole, qui provoque des transformations spatiales en même temps qu'une division sociale du travail.

En effet, avec l'extension de la petite propriété foncière, les campagnes deviennent le domaine quasi exclusif de la paysannerie, d'une paysannerie de plus en plus agricole et de moins en moins pluri-active. Le petit peuple errant des campagnes, celui qui n'a pas eu accès à la propriété, va quitter le monde rural pour rejoindre les centres urbains en voie d'industrialisation rapide. C'est aussi le cas de l'artisanat textile ou métallurgique qui était largement implanté dans les campagnes.

Il faut rappeler que dans la France de 1870, 80 % de la richesse nationale était produite dans le monde rural. Il y avait alors une interpénétration spatiale très forte entre l'agriculture et l'industrie, ce qui n'était pas le cas en Angleterre où l'aristocratie et la bourgeoisie avaient décidé la séparation du monde rural et du monde urbain dès le 17^{ème} siècle. A cette époque

en effet, les fameuses « lois scélérates » punissaient de peine de mort les vagabonds des campagnes, ce qui a contribué à provoquer très rapidement ce que Michel Foucault appellera « le grand enfermement », c'est-à-dire la concentration du prolétariat dans les usines.

La campagne anglaise a ainsi été réduite à un cadre de vie et un espace de loisirs. Sa fonction productive a été abandonnée, car les colonies suffisaient largement pour satisfaire les besoins alimentaires du pays.

Comment la société change... pour ne pas changer

La France au contraire a choisi au 17^{ème} siècle un modèle de développement rural, en répartissant les activités sur l'ensemble du territoire. Quand les premières dynasties textiles apparaissent dans le Nord et dans l'Est, elles installent des lieux de commerce dans les grandes villes mais laissent le travail s'effectuer dans les manufactures de la campagne. Les paysans étaient alors agriculteurs autant qu'artisans.

Il faut donc attendre la fin du 19^{ème} siècle et le projet de Gambetta pour que soit véritablement inventée la paysannerie, au sens où nous l'entendons aujourd'hui. C'est-à-dire une paysannerie qui se constitue autour de l'agriculture et va vider la campagne de tout ce qui n'est pas agricole.

Ce processus représente là première modernisation de l'agriculture. On peut observer à travers lui comment change là société, mais aussi comment elle ne change pas. L'évolution de la paysannerie sous la troisième république est une évolution construite et voulue, mais en même temps une évolution stoppée. Tout était en place en effet pour que s'ouvrent beaucoup plus largement les vannes de l'exode rural, et on aurait

pu laisser le champ libre à une concentration urbaine bien plus importante.

Les choix politiques qui ont été faits ont permis au contraire au secteur agricole de rassembler au début du vingtième siècle encore 50 % de la population active, alors que les autres pays européens étaient à des niveaux beaucoup plus bas. En Grande Bretagne la proportion était de 20 %. Les Pays Bas avaient eux aussi réduit leur agriculture au profit du commerce international, ainsi que le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Prusse et une partie de l'Europe Centrale. Quant aux pays méditerranéens, très agricoles et en même temps profondément urbanisés dans leurs modes de vie, ils fonctionnaient sur un autre modèle.

En France, la ruralité se réduit à sa dimension agricole mais reste quantitativement très importante. Les lois protectionnistes de Méline, en 1884, vont mettre la paysannerie à l'abri des remparts des frontières nationales et permettront de la garder nombreuse, protégée des mécanismes d'internationalisation des échanges. Si Méline n'avait pas conduit cette politique de modernisation extraordinairement contenue, bridée et maîtrisée, nous aurions sans doute eu dès 1920 seulement un quart de la population active française dans l'agriculture, alors qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, cette proportion était encore d'un tiers.

Ce qui caractérise le paysan de la troisième république, c'est qu'il est à la fois survalorisé comme fondement de la nation, du patriotisme et de l'armée, et en même temps dévalorisé comme inculte, sale et incapable de parler en son nom. Cette incompétence supposée justifie d'ailleurs le rôle des notables, qui assurent la liaison entre la paysannerie et le reste de la société, ainsi que l'encadrement politique de cette paysannerie. La bourgeoisie rurale n'a pas intérêt à voir une modernisation rapide de

l'agriculture qui risquerait de déstabiliser l'ordre social.

Alors que les ressources humaines, techniques et culturelles étaient réunies pour que l'on assiste à une modernisation brutale de l'agriculture française dès la fin du 19^{ème} siècle, cette évolution a été volontairement contenue par les lois protectionnistes, pour des raisons politiques et idéologiques.

L'histoire aurait pu être différente de ce qu'elle a été, et si les choses se sont déroulées ainsi, c'est parce que des volontés collectives se sont exercées dans un sens plutôt que dans un autre.

La Jeunesse agricole catholique se mobilise

L'événement qui marque le début de la deuxième transformation de l'agriculture française, c'est la seconde guerre mondiale. Elle consacrera la rupture définitive avec le relatif archaïsme des techniques et de l'organisation sociale qui prévalait jusqu'à cette période.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le tiers de la population active française travaille dans le secteur agricole. Il ne s'agit pas seulement des paysans, mais aussi des ouvriers agricoles, qui sont nombreux. Malgré – ou à cause de – l'importance de la population agricole, le pays n'assure pas la couverture de ses besoins alimentaires. De plus, notre industrie est très en retard par rapport à celle des autres pays du Nord de l'Europe. Mais le facteur qui joue le rôle de détonateur, c'est l'apparition d'un groupe d'acteurs sociaux issus de la paysannerie, qui veulent rompre avec l'immobilisme technique, culturel et économique de l'agriculture. C'est le mouvement de la Jeunesse agricole catholique (JAC) né en 1929, trois ans après la création de la Jeunesse ouvrière catholique par l'abbé Cardijn.

Sous l'impulsion des jésuites et de l'Ecole d'Agriculture d'Angers, la JAC rassemble des groupes de jeunes paysans qui cherchent à se former et sont pour la plupart issus des mouvements de l'Action catholique de la jeunesse française, l'ACJF.

Ce mouvement a une origine missionnaire catholique. Les jeunes de la JAC chantent : « Nous referons chrétiens nos frères, par Jésus Christ nous le jurons ». Leurs inspirateurs s'inscrivent dans la tradition missionnaire lancée à la fin du 19ème siècle, relayée par les mouvements d'action catholique et qui traverse profondément l'Eglise et la société française. Elle donnera lieu à un livre célèbre à l'époque : « France, pays de mission » écrit en 1943 par les Abbés Godin et Daniel.

La foi, le métier, la génération...

L'esprit missionnaire assure à la JAC un élément de cohésion déterminant. Un autre est fourni par un sentiment d'identité professionnelle qui ne dit pas encore son nom. Un troisième est représenté par une solidarité de génération. Les jeunes paysans qui se rassemblent dans la JAC ont en commun d'être catholiques, jeunes et paysans.

En tant que jeunes, ils sont unis par une lutte de génération et se sentent on porte-à-faux avec leurs parents qu'ils considèrent prisonniers des habitudes, de la tradition, du non progrès, de l'ordre éternel des choses de la terre.

Ils sont aussi paysans et le revendiquent. Fiers de leur métier, ils s'opposent au discours ambiant qui réduit le paysan à l'état de chair à canon, qui fait son apologie quand il faut défendre les frontières et le prend pour un plouc quand il est derrière son cheval. En déclarant qu'être paysan, c'est un vrai métier, ils proposent une idée complètement neuve. Il y a même un véritable retournement, car ils n'hésitent pas à

affirmer que c'est peut-être le plus beau des métiers, celui qui permet de nourrir ses frères et de travailler la terre. Une interprétation théologique un peu fondamentaliste se met en place et, à partir d'une lecture littérale de la Genèse, fait du paysan le prolongement du bras du Créateur. Ce discours, tout à fait cohérent avec la vision missionnaire, donne une légitimité à ces jeunes paysans dans leur recherche d'une nouvelle place dans la société.

Ce qui est neuf également, c'est le fait que ce ne sont pas les notables qui parlent au nom des paysans. Au début du mouvement, ce sont les jésuites, mais ceux-ci leur laissent rapidement la place et leur donnent la parole.

La formation par l'échange, une idée venue de l'extérieur

Les animateurs de la JAC développent une pédagogie contenue dans la devise « voir, juger, agir ». C'est celle de l'action catholique, qui met en avant l'intérêt de la comparaison. Mais ils mettent également au point une pédagogie du voyage, qui a opéré une véritable révolution dans les campagnes.

Il faut imaginer ces jeunes paysans de 16 ans ou 17 ans s'opposer à leurs parents pour aller dans le canton d'à côté passer un dimanche après-midi, pour rencontrer d'autres jeunes, ne pas rester dans le village et encore moins dans la famille, mais ouvrir leur univers. La bicyclette, en leur donnant le moyen d'aller voir ce qui se faisait ailleurs, a symbolisé d'une certaine façon cette révolution culturelle.

Car le phénomène de modernisation agricole amorcé par la JAC a commencé par s'affirmer comme un choc des générations et des cultures. Le premier acquis des jeunes n'est pas la mécanisation, c'est la décohabitation. Les jeunes couples revendiquent de pouvoir vivre sous un

autre toit que celui de leurs parents, ce qui passe parfois par des empoignades familiales...

Il y a dans ces principes tout un discours emprunté à Simone Weil, à l'humanisme de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier et à tout un mouvement d'idées qui naît du monde urbain et ouvrier. Ce discours qui met l'accent sur la nécessité de la confrontation – voire même de l'affrontement – et sur l'égalité des hommes n'était pas fréquent dans le milieu agricole de l'époque. Celui-ci était baigné d'une littérature ruralisante bâtie autour du thème des racines, de la terre, de l'ordre éternel des champs... La troisième république avait diffusé une vision ahistorique de l'agriculture et laissé croire au caractère immuable de la nature paysanne.

Les jeunes de la JAC, en faisant la promotion du changement, n'avaient peut-être pas conscience que les choses n'avaient pas toujours été ainsi, mais ils étaient convaincus qu'elles pouvaient être autrement.

La christianisation par la modernisation

Avant la seconde guerre mondiale, l'Eglise catholique avait déjà un fort taux de pénétration dans les campagnes. Mais dès 1945, la JAC connaît une véritable envolée. Elle touche même des campagnes peu christianisées, simplement en raison de la compromission des milieux professionnels agricoles sous la corporation de Vichy. Mis à part quelques mouvements de gauche, le syndicalisme officiel se trouve comme disqualifié au moment de la libération. C'est d'ailleurs un socialiste, Tanguy Prigent, petit paysan du Finistère, qui sera nommé ministre de l'Agriculture par le général De Gaulle en 1945. Avec l'arrivée sur la scène de cette nouvelle génération, la JAC passe à une vitesse supérieure.

On peut cependant s'interroger sur ce succès quand on le compare au relatif échec de nombreux autres mouvements, comme celui des cultivateurs cultivants ou des abbés démocrates, le communisme agraire ou encore les premiers syndicats de travailleurs paysans qui émergent autour des années 1900. Les uns commencent avant la première guerre mondiale, les autres s'épanouissent autour des années 1925-1930. Pourquoi ne connaissent-ils pas le même succès ? Au fond ils étaient aussi des leviers de changement, ils maniaient un discours de la non-évidence sociale et économique. Ils ne seront pas pour autant sans postérité, ils vont resurgir et faire leur chemin.

Mais il n'empêche que c'est la JAC qui a porté la grande mutation : un mouvement d'action catholique né en dehors du modèle syndical ou politique, dans un cadre ecclésial en rupture avec le modèle missionnaire habituel de la reconquête de l'Eglise. Certes, la JAC est porteuse d'un projet de christianisation de la société, mais qui fait le détour par un projet de modernisation. Un slogan célèbre en résume l'esprit : « la charité doit se faire technicienne ».

Diffusion à l'extérieur, contestation à l'intérieur

Peu à peu, parmi les politiques et les technocrates, les idées de la JAC commencent à se diffuser. On assiste à la naissance du premier plan de modernisation. On admet que le progrès de la société passe par la modernisation de l'agriculture. C'est aussi la conviction des jeunes agriculteurs de la JAC qui refusent de rester dans cet archaïsme économique, culturel et politique. Ils refusent que l'on continue à prendre les paysans pour du bétail à voter ou de la chair à canon. Ils revendiquent implicitement une citoyenneté pleine et entière.

C'est à ce moment que surgit un débat à l'ultérieur de la JAC, sous l'impulsion de René Colson, qui publie en 1950 un livre intitulé « Motorisation et avenir rural ». A travers le débat sur la mécanisation, il pose la question des conséquences de la modernisation, de l'exode prévisible, de la concentration des terres aux mains de quelques uns. La JAC a donc posé dans ces années 1945-1950 les termes d'un débat sur ce que nous appelons aujourd'hui l'agriculture paysanne, sur les effets que sa modernisation nécessaire va avoir sur le corps social.

Colson prévoit et craint que le processus de modernisation ne laisse à l'écart un nombre important de paysans. S'engagent alors des discussions qui prennent une dimension essentiellement morale. Après un combat farouche entre différentes factions de la JAC lors des Congrès de 1950 et 1951, les modernistes finissent par l'emporter. La petite paysannerie et les grands agriculteurs se sont mesurés à cette occasion. Les premiers défaits, Colson se retire et mourra l'année suivante.

Quand la foi rencontre l'intérêt économique

C'est en fait à partir de ce moment que la JAC construit son véritable projet de société pour l'agriculture, en cherchant les légitimités théologiques et idéologiques des changements promus.

L'idéologie de la JAC fonctionne sur la base d'un système de représentation extraordinairement cohérent. Sa vision de la dignité humaine trouve son fondement dans la théologie de l'incarnation : Dieu s'est fait homme pour que l'homme se fasse Dieu. Ce principe assigne à l'homme l'obligation morale de participer au développement de tout l'homme et de tous les hommes. Les jacistes ne se situent plus dans un ordre éternel des champs imposé

par Dieu, mais dans un mouvement voulu par Dieu, un développement qui est celui de la création et qui n'est jamais fini parce que la quête divine n'est jamais finie. Cette philosophie résonne à l'époque avec la montée de la pensée de Teilhard de Chardin dans les milieux chrétiens.

Tous ces jeunes qui ont envie de sortir de leur situation trouvent là une cohérence entre leur foi et leurs intérêts économiques. Ils concrétisent leur idéal en imaginant un modèle familial de développement de l'agriculture. Cela aboutit à l'exploitation agricole à deux unités-travail-homme (UTH). Il s'agit là, non pas d'une rupture complète avec l'ordre ancien, mais d'un ordre paysan revisité par une mystique du couple et de la technique, de l'organisation et de la solidarité. On ne parle plus de la ferme ou de la propriété, on parle de l'exploitation familiale. Et cette expression, qui aujourd'hui nous fait bondir, est acceptée car elle est associée à l'idée de développement.

Avec les vieilles structures, faire une nouvelle politique

Pour porter son projet, la JAC doit s'incarner dans la société politique et dans la société civile. Elle doit donc passer par le syndicalisme et les corps intermédiaires, passer par la représentation. Elle milite donc pour que les Cercles des jeunes agriculteurs, qui étaient des groupes de formation et des sas d'attente de la FNSEA, aient leur autonomie. Le Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA) accède à la reconnaissance syndicale en 1954 pour devenir par la suite le Centre national des jeunes agriculteurs.

Le CNJA théatralise le conflit de génération de l'époque. Les agriculteurs pouvaient adhérer au CNJA jusqu'à 35 ans, mais à 35 ans et un jour devaient passer à la FNSEA.

Paradoxalement, cette procédure conforte ainsi le mythe de l'unité paysanne. Il n'y avait qu'une seule famille syndicale, avec les jeunes et les vieux.

Ce phénomène, amusant si on le considère avec un peu de recul, permet le développement de deux discours dans un même syndicat : un discours moderne et un discours conservateur, celui du changement et celui de la tradition.

Avec la cinquième république arrive la modernisation de la vie politique française, en même temps que la modernisation de l'appareil économique. L'Etat intervient pour redresser l'économie française qui continue à marquer un retard malgré le plan Marshall et l'émergence de l'idée européenne. Cette intervention, très volontariste, embrasse aussi l'agriculture. Mais les politiques trouvent alors en face d'eux une force sociale organisée. La modernisation de l'agriculture se serait sans doute produite de toutes façons, mais le fait est qu'elle s'est produite à ce moment là sous la forme d'une modernisation de l'agriculture familiale, en adoptant le modèle à deux UTH. Parce qu'ainsi l'ont voulu les jeunes de la JAC et que les politiques ont compris que pour moderniser le secteur agricole, il leur fallait s'appuyer sur une force sociale leur permettant de neutraliser les conservateurs.

L'alliance audacieuse de l'Etat et de jeunes agriculteurs remuants

Mais quand le gouvernement s'allie avec le CNJA, celui-ci n'est pas le plus fort sur l'échiquier professionnel. Cela représente une sorte de coup de poker politique que de s'appuyer sur des jeunes agriculteurs remuants, anticonformistes, qui font des pieds-de-nez aux vieux caciques du syndicalisme. D'ailleurs, tout cela ne se passe pas dans le calme et la sérénité.

Il y a des conflits de générations au niveau des individus, et des combats politiques au niveau du pays. Mais le pari est fait.

Tout va alors très vite. En 1959, Debré et quelques ministres parlent au général De Gaulle de la question agricole. Celui-ci n'a pas un très bon souvenir des paysans pendant sa traversée du désert, mais lâche une remarque très gaullienne : « De toutes façons, un pays qui ne peut pas se nourrir n'est pas un vrai pays ». Cette phrase vaut ordre de marche et les premiers textes législatifs sont rédigés l'année suivante par le conseiller agricole du premier ministre, sous l'inspiration de Michel Debatisse.

Les lois d'orientation de 1960-1962, qui ont marqué dans les textes le démarrage du processus modernisateur, sont donc une retranscription législative du projet de société porté d'abord par la JAC puis par le CNJA.

Le projet dans les textes de loi

On y retrouve en effet les points forts de philosophie jaciste. Priorité est donnée à l'organisation, c'est-à-dire à l'homme. A travers l'humanisme chrétien de la JAC, on discerne toute une vision de la place de l'agriculteur, du couple et de la famille agricole dans la production. L'autre pivot du projet, c'est le produit, la mise en place de l'organisation des marchés, le développement du coopérativisme. Enfin vient l'espace avec une idée autour de l'aménagement rural, l'organisation des campagnes, l'adduction d'eau, l'électricité, le drainage, l'irrigation...

L'homme, le produit, l'espace. La fameuse trilogie que reprend à son compte Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture en 1962, et qui fait passer le deuxième train législatif appelé loi complémentaire d'orientation. A travers ce texte, Pisani s'affirme comme le digne fils de Gambetta : le ministère de l'Agriculture

reste un ministère « total », c'est-à-dire un Ministère qui gère aussi bien les problèmes sanitaires que les problèmes de formation, les problèmes d'aménagement que de commerce international, les problèmes de qualité que ceux de l'industrie agro-alimentaire, etc... Il reste un petit gouvernement en soi.

Avec les lois d'orientation, le milieu agricole change profondément. La grande réforme, c'est le modèle à deux UTH. La famille paysanne patriarcale passe brutalement le relais au couple contemporain. Il y a à la fois une vision émancipatrice de la femme, qui prend des responsabilités, et une révolution semi-capitaliste, car il y a là l'idée que l'on peut séparer la famille de l'exploitation. Cette génération va réussir à distinguer le budget familial de celui de l'exploitation. La terre passe du statut de patrimoine familial à celui d'outil de travail. Elle n'est plus regardée comme un patrimoine à transmettre mais comme le support d'une production. Ce qui donnera lieu à tous les abus que l'on connaît, dans la mesure où la terre est ravalée au rang d'outil.

Les effets induits : certains attendus, d'autres pas...

A ce propos, il faut faire une remarque sur les effets pervers inhérents à tout changement. En affirmant que la terre était un outil de travail et non pas un patrimoine, la JAC combattait des conceptions qui apparaissaient comme sources d'inégalités et d'immobilisme. C'était le passage obligé sur le plan idéologique pour permettre par exemple le remembrement. Mais c'était aussi une « chosification » de la terre dont on n'a pas pris à l'époque toute la mesure.

Un autre changement important concerne le rapport à l'Etat. Traditionnellement dominé – ou encadré – par l'appareil d'Etat, la paysannerie va jusqu'à revendiquer ce qu'on appelle

aujourd'hui la cogestion de la politique agricole, c'est-à-dire un partenariat. On voit là encore que ce choix est à la fois révolutionnaire et comment il s'inscrit dans une continuité.

Il est révolutionnaire parce que des acteurs économiques revendiquent d'être entendus et de jouer collectivement un rôle de responsabilité dans la conduite politique de leur secteur. Et il s'inscrit dans la continuité de la corporation paysanne, considérée connue la première entre toutes dans les sociétés agraires, et seule capable de gérer les affaires de la paysannerie à la place de l'Etat. La cogestion est donc un compromis entre une vision exclusivement étatique de la gestion de l'agriculture et une vision corporatiste radicale.

Dans le modèle de cogestion, l'Etat reste le représentant de l'intérêt général et l'agriculture fait valoir à travers ses appareils de représentation qu'elle est porteuse, non pas de l'intérêt général de la nation, mais de l'intérêt général des agriculteurs. Ce choix ne s'est pas opéré sans un vaste débat politique à l'intérieur du monde agricole : fallait-il le faire ou non ? Il y eu là aussi tout un construit social.

Aujourd'hui : le modèle éclaté

Voilà donc rapidement comment nous sommes passés du paysan de Gambetta à l'agriculteur de Michel Debatisse. Et nous arrivons aujourd'hui à la troisième transformation majeure, qui met en scène une pluralité de profils d'agriculteurs, depuis l'exploitant familial modèle 1960, jusqu'à l'agrimanager ou au moléculteur, en passant par le pluri-actif paysan. En un siècle, la situation a considérablement évolué. Actuellement, les agriculteurs ne représentent plus que 5 à 6 % de la population active française.

Mais au moment où la société cesse d'être une société agraire dans sa culture, son

fonctionnement et ses représentations, le pays devient une grande puissance agricole mondiale. Voilà le paradoxe que nous avons à gérer aujourd'hui. En même temps qu'ils transforment le pays en une grande puissance économique mondiale, les agriculteurs cessent d'être les nourriciers de la nation, pour devenir au mieux des fournisseurs de matières premières pour l'industrie, pour l'alimentation ou pour l'énergie. Leur identité professionnelle en est bouleversée.

Alors, une nouvelle identité est en train de se dessiner. L'agriculture doit redéfinir sa place dans la société et le nouveau contexte international. Mais pour le moment, on ne perçoit pas de nouveaux projets d'envergure. A l'instar de ce qui se passe dans le reste de la société, l'agriculture est en train de connaître une révolution sans révolutionnaire.

Une révolution sans acteurs ?

Le secteur vit en effet de nouveau une mutation profonde. Le modèle de l'exploitation familiale à deux unités-travail-homme a volé en éclats, l'installation est aujourd'hui une installation individuelle et non pas une installation de couple. L'économie s'est internationalisée, l'intervention de l'Etat est forte et en même temps incompréhensible, le territoire est démenagé, les progrès techniques permettent même à l'agriculture de se passer de la terre. Voilà une évolution hier encore inconcevable : la terre devient facultative...

On perçoit donc bien toute la force des transformations actuelles, mais ce qui est troublant, c'est qu'on en voit ni les acteurs ni le sens.

Et c'est sans doute la raison de notre nostalgie pour la révolution silencieuse. C'était un processus porté par un groupe d'acteurs clairement identifié, et qui se mobilisait au nom de valeurs. Plus les jeunes paysans de la JAC se

modernisaient, mieux ils faisaient leur métier, plus ils étaient charitables et meilleurs chrétiens ils étaient en conscience. Ou encore, plus ils gagnaient d'argent, plus ils accomplissaient leur devoir civique de producteurs et plus l'Etat leur en était reconnaissant. Il y avait là une sorte de cohérence absolue : l'agriculteur moderniste pouvait tout à la fois s'affirmer comme un bon citoyen, un bon chrétien, un bon agriculteur et un bon père de famille.

On peut bien sûr se demander si ce groupe social s'est donné des valeurs parce qu'il avait besoin de légitimer la mise en avant de ses intérêts économiques, ou bien si, à l'inverse, son système de valeurs l'a engagé dans la voie du progrès technique. C'est la dialectique de l'idéologie et de l'économie, de l'intérêt individuel et de l'intérêt collectif.

Quoiqu'il en soit, l'orchestration de l'idéologie a été déterminante dans l'aboutissement du processus de changement. Ce qu'il ne faut pas négliger non plus, dans l'étude du changement social, c'est l'importance d'événements exogènes. C'est le phylloxéra à la fin du siècle dernier, ou la seconde guerre mondiale un peu plus tard...

Microscope ou télescope ?

Pour conclure, on peut mettre l'accent sur un fait surprenant, au travers des trois grands bouleversements dont je viens de parler : les pays protestants et catholiques de l'Europe occidentale ont connu à des époques différentes une évolution assez comparable. A l'exception de l'Angleterre et de la Grèce, ils sont tous passés par le modèle de l'exploitation familiale, tel que la France l'a codifié mieux que n'importe qui d'autre, c'est-à-dire cette rencontre de l'individu, de l'*homo economicus*, avec l'Etat. Serait-ce le grand rouleau compresseur de l'Histoire ?

Mais quand on regarde de près, on s'aperçoit que le processus démarre en France avant qu'il ne démarre au Portugal, qu'il atteigne la Hollande ou le Danemark avant l'Allemagne, la France ou l'Italie. En se penchant sur ces trajectoires nationales, on voit que les forces sociales en jeu ne sont pas les mêmes, ou que les églises ne jouent pas le même rôle, etc...

Quand, dans cinq ou six siècles, on essaiera de retracer l'histoire de l'agriculture européenne, ces différences s'estomperont sans doute, de la même façon que les différences entre le Bassin Parisien et l'Auvergne semblent ici avoir disparu, bien que leur histoire soit différente. Il y a dans l'appréhension du changement social un problème d'échelle déterminant.

DISCUSSION

Jacques Poulet-Mathis : A propos de la seconde transformation évoquée, celle que l'on a appelé la révolution silencieuse, peut-on préciser l'origine de la mise en mouvement des acteurs, en particulier des jésuites, autour de l'école d'agriculture d'Angers ? Comment est-on passé d'une idée de quelques personnes à un mouvement d'ampleur ? Quels ont été les mécanismes de diffusion à l'œuvre ?

Bertrand Hervieu : Dès l'origine, le rôle des institutions a été décisif. Les mouvements d'action catholique avaient des relations difficiles avec la hiérarchie ecclésiastique, et leur initiative a représenté en quelque sorte leur planche de salut. La politique des jésuites a été de faire en sorte que ce mouvement soit complètement pris en charge par l'Eglise. Il n'ont pas voulu d'un face-à-face entre eux et les jeunes paysans, mais ont utilisé le quadrillage paroissial. Eux-mêmes, relayés par les dominicains en 1938, ont bâti le corps de la doctrine, mais ils ont cherché à irriguer le mouvement grâce à l'appareil d'Eglise, et l'Eglise grâce au mouvement.

Perdus pour la terre, perdus pour Dieu

Les évêques ont été obligés de désigner des aumôniers départementaux et locaux de la JAC. Ceux-ci, souvent un peu en marge de l'institution, ont été des moyens de pénétration absolument formidables. Un autre relais était assuré par la presse, car des organes de presse ont été mis en place très tôt, et se sont révélés comme des canaux efficaces de diffusion du discours et de mobilisation. On réunissait d'ailleurs les jeunes paysans pour leur distribuer la presse.

Le mouvement France pays de mission avait pris conscience qu'il n'était plus ce qu'il avait été et c'est cette conscience qui a provoqué

sa mobilisation. La JAC chantait : « En même temps que perdus pour la terre, ils sont perdus pour Dieu ». Le mouvement réactivait ainsi son rôle historique et, d'une certaine façon, justifiait son rôle messianique.

Cette question de la messianisation des acteurs est évidemment un point important. On retrouve ce phénomène dans des mouvements culturels ou dans le secteur ouvrier : un groupe social considère qu'il est porteur du salut. Que ce salut ait une composante religieuse explicite ou que ce soit un salut séculier n'a aucune importance. Que la messianisation soit auto-déclarée ou conférée n'en a sans doute pas plus. Mais il y aurait beaucoup à réfléchir sur le rapport entre changement social et messianisation d'un groupe social dans les sociétés occidentales. Peut-il y avoir mobilisation sans messianisation ? La messianisation réduit-elle les risques d'échec ?

Jean Freyss : Est-il possible de préciser l'articulation entre le phénomène de christianisation et de modernisation ? Pourquoi ce couple-là, à ce moment-là ?

Bons citoyens et bons chrétiens

Bertrand Hervieu : Le débat sur les rapports entre christianisme et changement social est un vaste débat. Selon la vision dont sont porteurs les acteurs impliqués, on peut concevoir le changement comme un pas vers plus de chrétienté, ce qui revient à dire que l'objectif du changement est la christianisation du monde. Il y a aussi la vision développée aux 19^{ème} et 20^{ème} siècle, celle du levain dans la pâte et de la sécularisation, c'est-à-dire que la participation au changement social permet d'incarner des valeurs chrétiennes dans une société qui a sa propre autonomie de mouvement. Une troisième vision, utopiste, poursuit le rêve de la société vue comme une image du royaume des cieux, de la

société sans classe, de la société sans homme ni femme.

Mathieu Calame : Cette question des rapports entre christianisme et modernité n'est pas particulière aux sociétés européennes, qui se constatent chrétiennes et s'auto-déclarent modernes ? Et comment peut-on isoler ce facteur des autres composantes culturelles ? N'est-ce pas une reconstruction a posteriori ? Le christianisme est parfois un frein et parfois un moteur...

Bertrand Hervieu : C'est effectivement très compliqué. Dans le cas présent, la religion n'a pas nécessairement constitué un moteur, mais un réservoir de sens. C'est en elle que beaucoup d'acteurs se sont reconnus et ont trouvé les motivations, ou les justifications, de leurs actes. Quand on parle aujourd'hui aux anciens jacistes de la cohérence que donnait à leurs actes leur engagement religieux, quand on dit que la compétence technique et le professionnalisme allaient de pair avec le sentiment d'être de bons citoyens et de bons chrétiens, ils reconnaissent tout de suite l'esprit de l'époque.

Jean Freyss : Ce discours sur les valeurs, peut-on dire qu'il connaît un succès grâce à son caractère de nouveauté, ou plutôt parce qu'il entre en résonance avec des besoins, non exprimés mais réels, de la société ? Souvent, des idées nouvelles connaissent un certain écho parce qu'elles se situent dans une certaine mouvance, dans « l'air du temps ». Elles ne sont pas toujours nouvelles, d'ailleurs, ce peuvent être des idées anciennes qui ont fait peau neuve et ont été reformulées.

Un terrain d'entente avec la bourgeoisie moderniste

Que s'est-il passé entre 1930 et 1960 ? Pourquoi, au sein du mouvement chrétien, les tendances novatrices prennent-elles le dessus ? Il faut noter que dans le contexte de la libération, l'esprit de rénovation et de reconstruction

traversait tous les milieux. Ensuite, dans la seconde partie de l'après-guerre (à partir de 1957 environ), la bourgeoisie moderniste a consolidé son hégémonie et a joué le jeu de la décolonisation et du marché commun en suivant De Gaulle et en abandonnant une partie du patronat à ses comportements conservateurs et malthusiens. Ce phénomène va lui aussi représenter au niveau macro une caisse de résonance pour le mouvement du la JAC.

Ce mouvement était porteur de changement au niveau des comportements individuels et au niveau de l'organisation de la société dans son ensemble. C'est en quelque sorte un cas d'école pour l'étude de la relation micro-macro. Mais il serait sans doute insuffisant de chercher seulement en lui-même les facteurs de son développement. Car ce mouvement a également convergé avec la montée d'autres intérêts, notamment ceux qui ont été représentés par l'Etat. Si le gouvernement avait été autre, la JAC aurait peut-être porté son projet, mais aurait-il abouti à la modernisation agricole ? On peut alors se demander quelles ont été les médiations qui ont permis cette rencontre...

Toutes les notions que nous venons de soulever, celles de sens, de valeur et de projet représentent un ensemble de déterminants forts du processus de changement. Mais il est important d'en repérer d'autres. On pourrait par exemple aborder la question des industries d'approvisionnement et de l'agro-alimentaire. Il ne faut pas oublier que la modernisation agricole s'est aussi traduite par l'adoption d'un paquet technique. Quels acteurs extérieurs sont intervenus pour consolider le projet ?

Communistes et catholiques se rencontrent

Pierre Vuarin : Sur cette question des alliances et convergences de projets, on peut noter la

présence d'autres forces à cette époque, comme les socialistes et les communistes. Les communistes étaient bien implantés dans les campagnes après la seconde guerre mondiale. La JAC a eu avec eux des débats animés, et en même temps le constat du partage de certaines valeurs, comme sur la question de la terre outil de travail. Les communistes ont défendu les lois sur le fermage introduites en 1945 par Tanguy Prigent. Les socialistes ont appuyé les principes d'une maîtrise de l'agrandissement des exploitations. Des paysans communistes sont entrés à la FNSEA, comme le Président du Syndicat national des fermiers et métayers.

Il y a donc eu un effet d'entraînement d'autres secteurs de la paysannerie qui n'étaient pas sous l'influence directe de l'Eglise catholique, mais qui avaient été entraînés dans ce mouvement de modernisation à la suite d'une adhésion à certaines de ses valeurs.

Bertrand Hervieu : Et quand les communistes créent leur propre mouvement paysan, ils le baptisent Mouvement de défense des exploitations familiales. Cela montre bien à quel point l'idéal jaciste a été adopté par d'autres groupes sociaux.

Pierre Vuarin. La JAC a ensuite essayé de faire partager ses options hors du monde agricole, et de nouer des alliances avec les petits artisans, les commerçants, les syndicats ouvriers. Ils ont cherché à bâtir une alternative au capitalisme et au communisme. C'était la recherche de la troisième voie.

Il faut également considérer un point important à propos de la consolidation du projet de la JAC. Le passage de la ferme traditionnelle à l'exploitation familiale à deux UTH s'est opéré dans un cadre législatif. Les textes adoptés en 1962 structurent autour de ce modèle la politique foncière, l'acceptation des projets de modernisation, et..., Le droit de s'installer ou de louer des terres est soumis à l'autorisation d'une

Commission départementale des structures, où siègent des représentants de la profession agricole et de l'administration. Cette Commission accorde le droit à un paysan d'avoir plus de terres s'il rentre dans les critères départementaux définis sur la base de l'exploitation-modèle à deux UTH.

Bertrand Hervieu. Et à l'origine de ces textes contraignants, il y a de jeunes paysans qui imaginent simplement de vivre en couple sur leur exploitation, avec leurs enfants et sans leurs parents, et avec la terre suffisante pour dégager un revenu.

Les institutions affermissent le projet

Pierre Vuarin : Ce qui donne une force énorme à leur projet, c'est son passage dans la législation. Ce processus assure de fait la diffusion du modèle imaginé, car la loi est la même pour tous, elle s'applique sur tout le territoire national. Ce couple loi/mouvement social, qui symbolise bien l'alliance du CNJA avec l'Etat, a également été créateur d'institutions.

De multiples institutions de cogestion ont été créées pour gérer la terre, les produits, le crédit, la couverture sociale, etc... Et tout cela a donné naissance à un important dispositif de transformation sociale et de consolidation du modèle imaginé. Il a même permis de porter ce projet jusqu'au niveau européen. Sans son alliance avec l'Etat, le CNJA n'aurait sans doute jamais réussi à concrétiser son projet. Il est probable qu'une modernisation agricole plus lâche aurait débouché sur un exode rural massif, et sur une concentration des terres bien plus importante.

Evidemment, cette construction a aussi rigidifié les situations et elle réduit actuellement les possibilités d'évolution. Il devient très difficile de la réformer, ce qui oblige à fonctionner avec des modes d'organisation

dépassés. Mais cependant, ces institutions, avec toutes leurs limites, existent et représentent un rempart contre la fragmentation sociale du monde agricole.

Bertrand Hervieu : En effet, dans une situation de délabrement comme celle que nous connaissons aujourd'hui, avec un manque de projets et de perspectives, les institutions contribuent à créer du lien social. Elles n'ont plus le même sens qu'hier, il est vrai, mais elles ne sont pas pour autant dénuées de sens. Elles représentent encore, pour beaucoup d'agriculteurs en situation difficile, une protection contre l'exclusion.

La rançon du succès, l'épuisement

Pierre Mayol : Je voudrais aborder la question de la médiation et du rôle joué par les banques, comme le Crédit agricole. Il me semble que jusqu'en 1985 les agriculteurs ont connu une période faste et qu'ensuite les choses ont brutalement changé. Certains agriculteurs se sont ainsi retrouvés dans la situation que connaissent beaucoup de pays du tiers monde, qui consiste à contracter des emprunts pour payer les intérêts des emprunts précédents.

Bertrand Hervieu : Il y a le problème des cycles bancaires et puis une question de culture. Beaucoup ont mis longtemps à comprendre que dans un contexte où l'inflation est à 12 % et les prêts bonifiés à 5 ou 6 %, on s'enrichit en s'endettant. Mais ensuite, la politique du franc fort a retourné la situation, l'inflation est réduite à 4 % et les prêts sont à 12 %... A l'origine, il n'y a donc pas seulement le Crédit agricole, mais tout un contexte économique.

Françoise Macé : Comment se fait-il que l'agriculteur des années 1960, ce levier de la modernisation, se soit transformé aujourd'hui en un agriculteur désabusé qui ne sait plus pourquoi il produit ? Quelle est la cause du dérapage ?

Bertrand Hervieu : La cause du dérapage, c'est la réussite de l'opération. La modernisation a atteint les objectifs qui lui étaient assignés. La quête n'a alors plus de sens, car ce qui donne du sens à l'action collective, c'est le mouvement. Si le monde agricole est à ce point désorienté aujourd'hui, c'est parce que le but est atteint. Mais on ne l'admet pas, car cela signifierait qu'il n'y a plus rien à faire. Cela reviendrait à dire après tout que l'on a échoué, on a échoué parce que l'on a réussi. Et au moment où le mouvement n'a plus de sens collectivement, il perd aussi son sens individuellement.

Pierre Vuarin. C'est en effet une quête qui a tiré en avant ce groupe social novateur. Quand on pose maintenant la question aux responsables paysans des valeurs qu'ils défendent, ils évoquent de vieilles idées dont ils savent qu'elles ne fonctionnent plus, qu'elles sont en contradiction avec la situation actuelle. Le mouvement paysan n'est plus actuellement porteur de valeurs, il n'a pas encore trouvé de nouveaux ressorts.

Dès les années 1970, le productivisme a été confronté au problème des revenus des agriculteurs, puis aux problèmes de pollution, mais surtout à une remise en cause de la nécessité de produire suite à la satisfaction des besoins alimentaires de la société et à l'apparition d'excédents.

Daniel Durand : Ce qui est étonnant ; c'est que personne n'ait réagi à temps, mis à part quelques marginaux. Au niveau individuel, l'erreur est compréhensible, mais ni les économistes, ni le CNJA, ni les politiques européens ne semblent avoir anticipé les conséquences du modèle imaginé dans les années cinquante. Elles étaient pourtant prévisibles...

Pourquoi ne pas se regarder dans la glace ?

Bertrand Hervieu : Même au milieu des années 1980, les discours des ministres et des responsables professionnels à la tribune des congrès de la FNSEA et du CNJA sont encore à la gloire de l'exploitation agricole familiale, alors que l'installation des jeunes n'est déjà plus majoritairement une installation familiale. Les choses ont complètement dérapé mais on a tellement peur de ce qui pourrait se produire qu'on préfère faire comme si on ne le voyait pas.

La première fois que j'ai raconté devant un public agricole que l'exploitation était de moins en moins familiale et de plus en plus individuelle, que la production agricole servait de moins en moins à nourrir des hommes et de plus en plus à faire des chemises, des cartons, des voitures et des tentures murales, que les agriculteurs étaient devenus une minorité dans la société, les gens ont cru que mon discours – qui était un discours de constat – était un discours de programme. Il a fallu que je m'explique...

On pourrait se poser la question : pourquoi à un moment donné un groupe social n'arrive pas à se regarder dans la glace ? Sans doute parce que cela revient à abandonner une conquête et une image de soi.

Les politiques auraient peut-être pu aider les agriculteurs à prendre conscience de la nouvelle situation, mais comment faire admettre à des milliers de personnes – qui sont aussi des électeurs – qu'il convient de se remettre radicalement en cause ? Les ministres ne sont pas en poste pendant 10 ans, chacun essaie de tenir le mieux possible et repasse les dossiers brûlants au suivant...

Les vertus des ruptures

Anne-Sophie Boisgallais : Que manque-t-il actuellement pour que la transformation vécue par l'agriculture acquière un sens ? Il manque bien sûr un groupe social porteur de valeurs, mais peut-être aussi un stimulant exogène en forme de rupture. Au niveau macro, les changements dont nous avons parlé ont connu de ces grands bouleversements extérieurs, comme le phylloxéra ou la seconde guerre mondiale. Au niveau individuel également, les agriculteurs qui, dans les années 1975, se sont posés des questions et ont changé leurs modes de production, ont vécu des ruptures, familiales ou professionnelles. Cet élément semble important dans un processus de changement social.

Par ailleurs, l'accélération de l'histoire n'est-elle pas aussi en cause dans le processus qui a amené un modèle extraordinairement cohérent à se fendiller et à se vider de son sens ? Entre Gambetta et Debatisse 80 années ont passé, et entre Debatisse et maintenant il n'y a eu que 30 ans. Pourtant, durant ces trois décennies, nous sommes passés de la bicyclette aux transports et aux moyens d'information modernes.

Bertrand Hervieu : En effet, et à ce phénomène d'accélération de l'histoire, il faut ajouter un élargissement extraordinaire, provoqué par la mondialisation des échanges agricoles. La prise que l'on peut avoir sur tout cela est extrêmement ténue, le jeu politique et institutionnel devient très complexe. Doit-on s'adresser à l'Etat, à Bruxelles, au GATT ? On voit apparaître une sorte de dilution des responsabilités, qui rend les interlocuteurs difficiles à identifier.

Aujourd'hui, des modèles multiples mais pas de consensus

Dans le même temps, les modèles d'agricultures se multiplient. Il y a une multitude

d'acteurs qui ont des projets – ou qui n'en ont pas – mais pas de tissu de valeurs qui relie tout cela. Il y a des gens qui sont encore en train d'exercer ce métier avec l'idée que c'est le plus beau des métiers parce qu'ils nourrissent leurs frères, et d'autres qui se disent qu'ils vont continuer encore deux ou trois ans pour toucher les primes et placer ensuite le produit de la vente de leurs terres dans des SICAV... En l'absence de consensus, on observe comme un écartèlement du monde agricole, ce qui est loin de générer une nouvelle identité.

En s'intégrant au capitalisme, le monde agricole perd ses spécificités. Certains ont fait ce choix, mais ils n'arrivent pas à entraîner le mouvement car beaucoup de paysans ne se reconnaissent pas dans le projet libéral. L'été dernier, des journaux titraient : « Banalisation du monde agricole ». On assiste en effet à une sorte d'intégration du monde agricole dans la société, mais qui correspond aussi à sa disparition. En même temps qu'il sort de son ghetto, le paysan perd son identité.

La grande force de la JAC a été de trouver un système de valeurs qui parlait encore à hier et déjà à demain. Actuellement, on a beaucoup de valeurs qui parlent à hier et quelques unes qui parlent à aujourd'hui...

Mathieu Calame : Il est étonnant de constater comment le modèle de modernisation agricole, y compris dans ces dimensions techniques, s'est affranchi de la diversité des conditions naturelles existantes en France. Certes, le progrès technique, en libérant les agriculteurs de certaines contraintes comme celles liées au sol, a encouragé sa diffusion et lui a donné un caractère d'universalité. Mais il faut sans doute souligner l'importance prépondérante, dans la diffusion du « modèle jacistes » de modernisation agricole, des institutions et de la culture. Pourtant, sa diffusion en France n'a pas pour autant été uniforme. Certaines régions ont été motrices et ont réussi à

entraîner les autres. On pourrait se demander : pourquoi ces zones-là ?

Bertrand Hervieu : C'est le cas par exemple dans l'Aveyron qui constitue encore actuellement une sorte de vitrine des lois de 1960-1962 et qui est différent de tous les départements limitrophes, avec un taux de christianisation et un nombre de prêtres très supérieur à la moyenne. Il faut remonter très loin dans l'histoire pour en trouver les raisons. Quand on veut savoir pourquoi un canton de Bretagne vote communiste, on remonte parfois jusqu'au douzième siècle. Si on s'interroge sur les raisons de l'hérétisme des cévenols, il faut revenir à l'an mil.

Pourquoi certaines régions sont-elles en pointe ?

Il est vrai que le rôle de certaines régions, comme l'Aveyron, a été – et reste encore – très important. De ce département est issu environ le tiers des responsables nationaux de l'agriculture. A une époque, Raymond Lacombe était à la tête de la FNSEA, André Laure dirigeait la Confédération nationale de la mutualité agricole (qui regroupe par exemple le Crédit agricole et la Mutualité sociale agricole), Michel Pau présidait l'Association nationale de développement agricole, qui gère les crédits de la vulgarisation. Tous étaient aveyronnais.

Et il est vrai également qu'en retour, la modernisation aura eu des effets différenciés en Aveyron, en Bretagne ou dans le Bassin Parisien, malgré son effet normalisateur. Aujourd'hui dans le département de la Meuse, il y a 44 installations agricoles dans l'année et en Aveyron il y en a 220 !

Mathieu Calame : A ce propos, quel rôle peuvent avoir les individus dans un processus de changement social ? On a dit que Pisani et Debatisse symbolisaient bien une époque, mais au delà du symbole, n'ont-ils pas contribué à

créer une mentalité ? Il y a dans l'histoire, en plus des grands courants, des individus qui jouent parfois un rôle décisif dans l'innovation. La crise actuelle est peut-être due au fait que seules des réponses techniques et économiques sont formulées, mais que n'émergent ni de nouvelles valeurs ni des personnalités susceptibles de leur donner un visage.

Des hommes forgés par le mouvement social

Pierre Vuarin : Je crois que les hommes sont le produit d'une époque et de mouvements. Des personnes comme Raymond Lacombe ou Bernard Lambert étaient des porteurs du mouvement social, mais ils en étaient aussi les produits. Il y avait, entre eux et le mouvement social, une relation qui a permis leur renforcement mutuel.

Au niveau de l'Etat, les choses sont différentes. Il n'y a pas toujours dans l'appareil d'Etat des personnalités susceptibles d'entrer en résonance avec les mouvements sociaux, comme l'a fait Edgard Pisani. Même si ces hommes sont également le produit des courants intellectuels de l'époque, il est vrai qu'il est plus difficile de les trouver à la bonne place et au bon moment.

Gustavo Marin : Pour moi, le changement social est par définition porté par un groupe animé de certaines valeurs, par leurs relations avec les institutions qui vont transformer ces valeurs en normes, par des alliances avec d'autres groupes sociaux et l'Etat, etc... Peut-on alors appeler révolution la mutation que vit en ce moment l'agriculture et constater à la fois le manque d'acteurs ? Est-ce que cela ne revient pas à dire qu'on peut avoir un changement social sans acteurs sociaux, une sorte de révolution sans révolutionnaires ?

Bertrand Hervieu : Peut-être qu'un changement social avec acteur c'est le progrès et sans acteur c'est la crise...

Jean Freyss : Je crois qu'il y a en effet des formes de changement que l'on appelle les changements diffus, pour les opposer aux changements voulus. Ils s'opèrent par des mains invisibles multiples, de nature culturelle ou économique, qui s'imposent aux acteurs et façonnent les sociétés de façon plus déterminante parfois que des changements stratégiquement voulus. Ils peuvent se mettre en place en l'absence apparente d'acteurs, de projets collectifs, d'alliances, etc... Ils sont souvent vécus douloureusement, car ces mécanismes diffus s'exercent souvent au profit du dominant et aux dépens du dominé. Ils peuvent par exemple aboutir à ce qu'on appelle « la crise ».

Changements diffus, changements non voulus

Il n'en reste pas moins que ces types de changement peuvent donner lieu à des réactions qui supposent une stratégie et une mobilisation concertées. C'est à ce moment qu'apparaissent des dynamiques qui nous sont plus familières, car des projets s'expriment alors. Dans la perspective qui est la nôtre aujourd'hui, le changement diffus n'est pas notre objet central. Au contraire, les stratégies d'acteurs sont plus utiles pour comprendre comment la société change.

Bertrand Hervieu : Une autre façon de poser la question initiale, comment change la société, est alors de se demander comment créer du lien social. Le lien social peut être un facteur de blocage, on l'a dit à propos du cas des institutions agricoles dans le contexte actuel, mais il peut également être porteur de changement. Et dans cette perspective également, il passe par les institutions.

Notre génération, qui est celle de mai 1968, a pensé que les institutions étaient avant tout des broyeuses d'hommes et des bloqueuses d'innovations, qu'elles étaient un frein au changement. Mais dans une société où un quart des actifs sont en situation de chômage, de précarité ou de pré-retraite, c'est-à-dire d'exclusion par le travail, l'histoire de l'agriculture nous montre que les institutions peuvent être des facteurs d'intégration.

Un agriculteur moyen est souvent adhérent d'une coopérative. Une fois dans sa vie, il est délégué local de la Mutualité sociale agricole et administrateur du Crédit agricole. Il est membre d'un syndicat, d'un comité de développement local, etc... Il peut assister en moyenne à une réunion par semaine.

De l'utilité des institutions contre l'exclusion

Il y a donc une grande différence entre un agriculteur en difficulté et un salarié au chômage. Le premier ne se trouve pas nécessairement en situation d'exclusion sociale, car les liens avec son univers professionnel peuvent être maintenus.

Cela n'est pas toujours le cas, bien entendu. L'institution peut jouer un rôle d'exclusion en faisant retomber l'opprobre sur lui, en parlant d'incompétence et de déshonneur de la corporation. Mais dans certains cas, elle peut l'accompagner et veiller à lui conserver sa dignité. Dans ce cas, les cathédrales institutionnelles agricoles, qui nous semblent terriblement froides, sont créatrices de lien social. Dans une situation de délabrement comme celle que nous connaissons aujourd'hui, elles peuvent jouer le jeu d'une sorte d'innovation conservatrice.

Elles peuvent faire plus si elles fonctionnent grâce aux valeurs et aux projets, si

elles intègrent l'idée de démocratie et celle d'innovation. Les institutions ne méritent pas d'être gardées telles qu'elles sont, elles doivent au contraire s'engager dans un processus de rénovation, de réadaptation à de nouveaux objectifs.

Les épopées institutionnelles agricoles sont intéressantes, car elles ont permis à tous ceux qui se considéraient comme des ploucs, qui ne savaient pas comment tourner leur béret devant Monsieur le Préfet, de s'affirmer comme des acteurs à part entière sans pour autant se transformer en notables à leur tour. Elles ont été l'instrument qui a concrétisé l'existence d'un groupe social auquel on ne demandait pas d'exister. Quand on sait que les agriculteurs ne représentent que 5 à 6 % de la population active française, et que l'on considère leur présence collective dans la vie politique et dans la société, cela donne à penser...

Et voilà comment une révolution retrouve ses révolutionnaires... institutionnels.

Les séminaires de Saint Sabin : COMMENT LA SOCIETE CHANGE

Jean FREYSS

Depuis des années, au cours des nombreux échanges qu'elle a suscités avec ses partenaires du Nord et du Sud, la Fondation pour le progrès de l'homme rencontre des questions qui traversent de nombreux domaines d'action et suscitent l'intérêt d'acteurs très divers. L'une des plus fréquentes est la suivante : comment la société change-t-elle ?

Cette question générale se décline en une série d'interrogations, notamment sur les relations entre « le micro et le macro ». A la source de cet intérêt manifesté par de nombreux acteurs du changement, il y a le constat que bien souvent, même si une action menée sur le terrain atteint les objectifs qui lui étaient assignés, celle-ci n'apporte pas pour autant de changement durable, ou ne se diffuse pas nécessairement au delà des frontières du local. Comment faire pour que des initiatives ponctuelles contribuent à changer pas à pas la société ?

Des rencontres aux séminaires

A travers une série de rencontres organisées par la Fondation, nous avons commencé à apporter des réponses à ces questions grâce à une réflexion sur des expériences de changement social en cours. Là, « à chaud », des acteurs divers croisent leurs analyses et leurs approches. A la base de ces rencontres, il y a des hommes et des femmes directement – ou indirectement – engagés dans l'action. C'est l'histoire en train de se faire qui est la matière de l'échange.

Il apparut ensuite que cette démarche serait utilement complétée par l'incorporation dans notre réflexion de connaissances déjà « décantées », sur des processus de changement social à propos desquels nous disposons d'un peu de recul. C'est ainsi qu'est née l'idée d'organiser des séminaires, avec une méthode de travail différente de celle des rencontres. Il s'agit ici de questionner, avec notre grille de lecture, des savoirs déjà constitués, des travaux d'historiens, de sociologues, de philosophes ou de technologues... et de ceux qui entrelacent ces disciplines. Toutes les grandes mutations sociales qui ont fait notre histoire méritent cet examen. Nous n'excluons *a priori* aucun domaine, ni ne privilégions aucune discipline.

La démarche que nous allons adopter dans les séminaires consiste à retracer l'itinéraire d'une idée nouvelle, ou d'une pratique innovante, dans le dédale des interrelations sociales. Sur son passage, nous allons essayer de comprendre ce qu'elle transforme, et comment elle-même est transformée. En la suivant d'une sphère à l'autre, de la société civile au monde politique, des institutions au marché, nous allons procéder comme le biologiste qui, en observant le cheminement d'une particule marquée dans le corps humain, en explore les organes et les mécanismes de fonctionnement. Faire l'histoire d'une innovation et de son devenir dans le corps social relève du même principe.

Tenter de comprendre les processus à l'œuvre et de savoir comment surgissent et se diffusent les idées nouvelles ne nous donnera jamais un modèle à promouvoir. Mais cette recherche contribuera à élaborer des outils d'analyse nécessaires pour forger des modes d'action plus efficaces.

Ainsi, à chaque séminaire, nous partirons d'un cas concret présenté par un spécialiste que nous soumettrons aux questions des participants. De plus, certaines séances seront consacrées aux

théories du changement social ou aux problèmes méthodologiques posés par l'analyse des dynamiques des systèmes complexes. Un dossier, comme celui que vous avez entre les mains, sera réalisé pour en diffuser largement la matière et susciter des commentaires.

La relation micro-macro : une grille de lecture du changement social

Ceux qui connaissent les travaux de la Fondation savent que la relation micro-macro constitue dans notre réflexion un thème récurrent. Il s'impose dès que nous parlons de la diffusion des innovations ou de l'impact des actions de développement, c'est-à-dire dès que nous nous interrogeons sur des processus à l'origine très réduits ou localisés, et qui gagnent en importance. Il est au cœur de nos préoccupations sur le changement social.

Mais le passage du micro au macro, ce n'est pas seulement un changement d'échelle, c'est aussi un changement de nature, d'enjeux, d'acteurs et d'instances, de formes de médiation et de médiateurs.

On croit trop souvent en effet que la diffusion d'une innovation, le passage de l'action localisée aux transformations majeures, résulte d'une sorte d'effet de zoom porté par des acteurs plus puissants.

En fait, il n'existe pas de linéarité directe entre l'action au niveau micro et le changement au niveau macro. On observe au contraire une série d'allers-retours et, tout au long de ce cheminement complexe, la « transmutation des corps ». Ce n'est pas toujours l'or qui surgit du vil métal, mais l'innovation originale qui transforme son environnement, se déforme ou parfois même s'évanouit sans pouvoir dépasser sa singularité.

La relation micro-macro nous fournit une grille de lecture du changement social. Elle nous

introduit à l'étude de cette alchimie qui met en mouvement des acteurs, leurs intérêts et leurs alliances, leurs conflits et les moyens qu'ils déploient pour atteindre leurs buts. L'étude des interconnexions entre les différents domaines de la vie sociale (la santé ; l'éducation, la gestion du social, l'économique...) et celle des différents moyens dont disposent les acteurs (l'argent, les lois, le savoir...) nous met sur la piste d'une meilleure compréhension de la complexité sociale.

Dans la mise en place de ces connexions, les médiateurs et les voies de médiation jouent un rôle déterminant.

C'est le cas par exemple de ce que nous pouvons appeler pour l'instant « la conjoncture des idées », c'est-à-dire de ces mouvements de société qui portent des préoccupations ou des sensibilités nouvelles à travers toutes les couches sociales et leur donne la force de l'évidence.

C'est le cas également du savoir, qui circule du terrain vers les corps spécialisés de chercheurs et de techniciens, et en sens inverse, et irrigue l'enseignement, la formation, la vulgarisation.

C'est le cas encore des médias. Ceux-ci ne se contentent pas de faire circuler l'information, ils jouent un rôle essentiel de légitimation dans la diffusion d'innovations et dans la valorisation sociale de leurs promoteurs. De la même façon, les « pouvoirs intermédiaires » que sont les associations, les syndicats ou les partis politiques occupent une place importante.

Le marché, à sa façon, invisible, constitue une médiation essentielle en sanctionnant de façon positive ou négative les actions qui transitent par la sphère marchande.

Les institutions, enfin, ont à leur disposition des moyens très puissants : le droit de

règlementer, de financer, de promouvoir des politiques innovantes...

Comment des innovations de toutes natures se fraient-elles un chemin dans le corps social, trouvent des lieux d'appui, se transforment et contribuent au changement de la société ? Pourquoi d'autres n'aboutissent-elles pas ? C'est à une réflexion sur ces questions que nous invitent les séminaires.

Participants au séminaire de Saint Sabin n° 1 14 octobre 1993

Anne-Sophie BOISGALLAIS. Journaliste.

Gabrielle BRUNSCHWEILER. Responsable de la politique des rencontres à la FPH.

Mathieu CALAME. Agronome. Responsable du programme Villarceau à la FPH.

Daniel DURAND. Partenaire de la FPH, spécialiste de l'approche systématique.

Jean FREYSS. Economiste et universitaire. Responsable de l'organisation des Séminaires de Saint Sabin à la FPH.

Pierre-Yves GUIHENEUF. Agro-économiste. Chargé d'études à GEYSER.

Bertrand HERVIEU. Sociologue. Chercheur au Centre d'études de la vie politique française. Responsable du programme Agricultures paysannes et modernisation à la FPH.

Françoise MACE. Programme Agriculture Paysannes et modernisation, FPH.

Pierre MAYOL. Chargé d'études au ministère de la Culture et chargé de mission au Commissariat Général au Plan. Membre du comité de rédaction de la revue Esprit.

Gustavo MARIN. Responsable des programmes Avenir de la planète et Relations Etat-société à la FPH.

Jacques POULET-MATHIS. Responsable du programme Innovation et changement social à la FPH.

Pierre VUARIN. Responsable au GRET de l'Observatoire de l'innovation en milieu rural, et à la FPH du programme Agricultures paysannes et modernisation.

DOSSIERS DEJA PARUS DANS LA COLLECTION DOSSIERS POUR UN DEBAT

1. **Pour des agricultures paysannes**, par Bertrand Delpuch (un argumentaire en faveur des agricultures paysannes et une réflexion sur leurs conditions de développement) FPH, mars 1989, 106p (existe également obtenu en portugais)
2. **Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays socialistes de l'Est et du Sud**, dossier coordonné par Laurent Raguin (restitution d'interviews et de synthèses sur une dizaine de cas, allant du Cambodge au Pérou en passant par la Hongrie la Tanzanie, etc.) FPH, nov. 1989, 172p (existe également en espagnol et en portugais)
3. **Inventions, innovations, transferts : des chercheurs mènent l'enquête**, dossier coordonné par Monique Peyrière (du camembert moulé à la louche à l'invention de la 2 CV, l'histoire d'innovations techniques singulières, racontées par des historiens des économistes des sociologues) FPH, mai 1989, 150p.
4. **Agricultures paysannes au Brésil : enquête sur un enjeu national**, coordonné par Philippe Adant et Iara Altafin (réflexions, sur l'avenir de la pente agriculture dans un pays où la réforme agraire ne se fait toujours pas) FPH, juin 1991, 163p.
5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, dossier coordonné par François Greslou, avec des textes de Pierre de Zutter, Bertrand Hervieu, Pierre Yves Guiheneuf, Jacques Leclerc du Sablon sur le thème : pourquoi, à quoi et comment a-t-on coopéré, avec quel rôle et quel statut ? FPH, juin 1991, 71 p.
6. **Les chemins de la paix : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Ethiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays** (mémoire de la conférence de Paris pour la paix en Ethiopie à la FPH en juill. 1991) CCFD/FPH, déc. 1991, 150p.
7. **The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais, 137p. (existe également en amharique)

8. La décollectivisation dans tous ses Etats : la recherche d'autres voies de développement de l'agriculture dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, dossier coordonné par Cécile Moreau (mémoire des journées organisées en Pologne par la FPH. la Fondation. Batory et Solidarité Rurale sur la reconstruction des agricultures des pays de l'Est) FPH, déc. 1991, 85p. (existe également en polonais et en brésilien).

9. Politiques agricoles dans les pays industrialisés, éléments de comparaison et de réflexion, Christophe Roman (comparaison des politiques de la France et de plusieurs pays de l'OCDE, rôle de l'Etat, rapports avec le reste de l'économie) FPH, déc. 1991, 71p.

10. Agriculture en difficulté : problèmes économiques et sociaux des paysans en France ; état des lieux (Synthèse réalisée par Francis Thomas à partir du travail de la Confédération Paysanne et des associations « SOS Agriculteurs en difficulté ») FPH/Conf. paysanne, déc. 1991, 56p.

11. Une voie d'insertion méconnue : la création de son propre emploi, Maria Nowak, A.-L, Federici, Anne Le Bissonnais, Rafik Missaoui (un débat sur la création de leur emploi par les chômeurs et les exclus ; lacunes des mesures publiques et suggestions) FPH/ADIE, juin 1992, 67p.

12. Le paysan, l'expert et la nature, Pierre de Zutter (sept fables et récits sur l'écologie et le développement dans les pays andins) FPH, septembre 1992, 103p.

13. Monsieur Li, Chico, Antoine et les autres ; récits vraisemblables d'aventures cliniques, Jean-Pierre Boyer (sur la relation soignant-soigné, l'alcoolisme, la santé mentale...) FPH/ALPSYSOM, nov. 1992, 129p.

14. Soleil du Sud : une expérience d'échanges des savoirs en énergie solaire et en aviculture au Pérou : réflexions sur le développement, Christine Bénard, Dominique Gobin (capitalisation de l'expérience d'un projet original) FPH/Runamaqui, sept. 1992, 190p.

15. La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l'expérience internationale (déclaration de Caracas et textes de Pierre Calame et de Jean-Marie Delarue, délégué ministériel à la Ville) FPH/DIV, novembre 1992, 38p.

16. Les Cambodgiens face à eux-mêmes ? Contributions à la construction de la paix au Cambodge, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, (pour mieux comprendre, à la veille des élections au Cambodge, les enjeux du processus démocratique) FPH/Association des amis d'une Ecole de la Paix à Grenoble, février 1993, 175 p.

17. Le capital au risque de la solidarité : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley (enquêtes de journalistes et d'étudiants à l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille sur les « actionneurs », les créateurs d'entreprise et les experts bénévoles de l'association Autonomie et Solidarité) ; FPH/Autonomie et Solidarité/ESJL, septembre 1993, 135 p.

18. Oriens : la mémoire et la paix ; réflexions de voyage en Inde, en Chine et au Japon, Edith Piat-Sigg et Bernard W. Sigg (le carnet de bord d'un psychanalyste et d'une ethno-linguiste sur la rencontre des cultures, les langues, la mémoire et la paix), FPH, sept 1993, 32 p.

19. Penser l'avenir de la planète : agir dans la complexité, Pierre Calame (une analyse des systèmes bio-socio-techniques et un ensemble de propositions d'action), FPH, septembre 1993, 41 p (également disponible en anglais).

20. Stratégies énergétiques pour un développement durable, Benjamin Dessus (une vision prospective alternative et des propositions originales pour une maîtrise des énergies non renouvelables et une meilleure exploitation des énergies non polluantes), FPH, septembre 1993 55 p (également disponible en anglais).

21. La conversion des industries d'armement, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris (une analyse de la situation et des perspectives des industries d'armement dans plusieurs régions du monde, et des propositions pour une reconversion de ces industries en vue de la construction de la paix) FPH/Les amis d'une école de la Paix à Grenoble, septembre 1993, 82 p (également disponible en anglais)

22. L'argent, la puissance et l'amour : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet (où l'on voit que tout ne se réduit pas à l'échange marchand dans les sociétés contemporaines et que les valeurs du don et de l'amour y ont plus que jamais un rôle déterminant), FPH, sept 1993, 107 p (également disponible en anglais).

23. Regards sur l'avenir de la planète (à propos de rencontres dans sept régions du monde en vue de la convention préparatoire aux Etats Généraux de la Planète), FPH, septembre 1993, 100 p env. (traduction en anglais prochainement disponible).

24. **Marchés financiers : une vocation trahie ?** (ce que la Bourse a fait, dans les pays d'Europe, de sa vocation initiale de soutien de l'économie. Etude réalisée par un institut d'études économiques indépendant helvétique), FPH/Eco'Diagnostic, septembre 1993, 105 p. (également disponible en anglais).

25. **Des paysans qui ont osé : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années cinquante** (compte rendu du premier séminaire de Saint-Sabin « Comment la société change », avec l'intervention de Bertrand Hervieu), FPH, décembre 1993, 45p.

dossiers pour un débat
bon de commande
(à détacher)

Vous pouvez commander à Interfaces (adresse au verso) tous les dossiers cités dans la liste ci-avant. Participation aux frais pour chaque dossier ; 35 Francs français, frais de port compris

Titre du dossier	Nombre d'exemplaire demandés
<i>1. agricultures paysannes</i>	
<i>2. désetatisation</i>	
<i>3. inventions</i>	
<i>4. agr.paysannes Brésil</i>	
<i>5. coopérants, volontaires</i>	
<i>6. Chemins de la paix</i>	
<i>7. Idem en anglais</i>	
<i>8. décollectivisation</i>	
<i>9. pol. Agr. Pays industrialisés</i>	
<i>10. agricultures en difficulté</i>	
<i>11. voie d'insertion</i>	
<i>12. paysan, expert, nature</i>	
<i>13. Monsieur Li, Chico...</i>	
<i>14. soleil du Sud</i>	
<i>15. réhabilitation quartiers</i>	
<i>16. Cambodgiens face à eux-m</i>	
<i>17. capital au risque</i>	
<i>18. orient, mémoire et paix</i>	
<i>19. penser avenir planète</i>	
<i>19. bis. idem en anglais</i>	
<i>20. stratégies énergétiques</i>	

20. <i>bis. idem en anglais</i>	
21. <i>conversion ind. d'armement</i>	
21. <i>bis. idem en anglais</i>	
22. <i>l'argent, la puissance...</i>	
22. <i>bis. idem en anglais</i>	
23. <i>regards sur avenir planète</i>	
23. <i>bis. idem en anglais</i>	
24. <i>marchés financiers</i>	
24. <i>bis. idem en anglais</i>	
25. <i>des paysans qui ont osé</i>	
26. <i>autour de J.-Louis Chleq</i>	
27. <i>Partenaires de paix</i>	

Total des exemplaires demandés :	
---	--

Ces documents sont à adresser à :

NOM :

....

Adresse postale complète :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Ci-joint un chèque de:.....:Francs français (Nombre total de dossiers demandés multiplié par 35 F. Les chèques sont à libeller au nom de :**Editions Descartes et Cie**)

Ce bon de commande est à retourner à :
Interfaces, c/o Editions Descartes & Cie
4, place du Marché Sainte-Catherine
75004 PARIS (France)



Echanges d'expériences
et de réflexions utiles à l'action

Dernières parutions

N° 14 **RITIMO** Des crédits pour les plus pauvres :

concilier solidarité et efficacité économique

N° 1 *Protéger et valoriser les ressources naturelles*

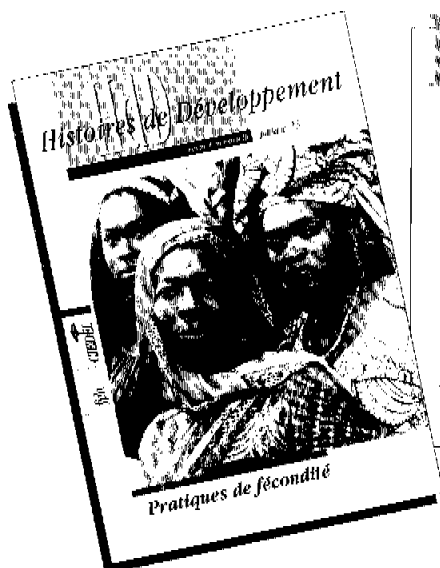
N° 2 *Construire la paix*

N° 3 *De l'exclusion à l'insertion*

Prix au numéro : 30 F



Renseignements - Diffusion
RITIMO - 14 Rue de Nanteuil - 75015 PARIS
TEL. 1 45 31 19 08



Le développement tel qu'il est

4 NUMÉROS PAR AN

Parutions 93

N° 25 avril : *Pousse pousse boeing*

N° 26 juillet : *Culture de guerre, culture de paix*

N° 27 octobre : *Consommer autrement*

N° 28 décembre : *L'état surtout et sur tout*

Prix au numéro :

60 F/France - 65 F/Étranger

Abonnement :

220 F/France 240 F/Étranger



Renseignements - Diffusion
CIEDEL • 31 Rue Saint-Jobine - 69002 LYON
Tel. 78 47 81 23

fph

bureau exécutif
38, rue Saint Sabin
F 75011 Paris
téléphone
1/43 57 44 22
télécopie
1/43 57 06 63
e-mail
paris@fph.arstom.fr

siège social
et bureau en Suisse
Chemin de Longeraie 9
CH 1066 Lausanne
téléphone
21/23 24 31
télécopie
21/23 57 00

Photo : X Ministère de l'Agriculture
composition PAO couverture : ARTYG
graphisme : Vincent Collin